

SCIENCES PO

L'OPINION PUBLIQUE ET LA SOCIETE CIVILE EN SLOVAQUIE

Dana Huranova

Sciences Po Dijon

*" Il faut six mois pour organiser des élections,
dix ans pour installer une économie de marché,
mais une génération pour créer une société civile.
Or, sans société civile, il n'y a pas de démocratie "*

Ralf Dahrendorf

Depuis la défaite de Meciar en 1998 et l'arrivée au pouvoir de la coalition de Dzurinda, la Slovaquie était citée comme l'exemple d'une réussite exponentielle. Le Gouvernement de Dzurinda a rattrapé le groupe de Luxembourg dans les négociations d'intégration à l'Union européenne, duquel la Slovaquie a été exclue pour les raisons politiques intérieures en 1997. Le Gouvernement Dzurinda a lancé un programme intense de réformes pour à la fois se conformer à l'acquis communautaire mais avant tout pour transformer la Slovaquie à une économie de marché libérale, attractive pour les investissements étrangers.

Le Gouvernement Dzurinda a alors opté pour les politiques fondées sur l'acceptation que le progrès dans la situation sociale de la population allait de pair avec la croissance économique. Le programme de son gouvernement peut être résumé en trois points : moins de l'Etat, la concurrence et la méritocratie. Le gouvernement Dzurinda a été issu des élections légitimes et réapprouvé dans les élections en 2002. Alors que les élections de 1998 sont interprétées comme le référendum sur l'intégration à l'Union européenne, et à la famille démocratique de l'Europe de l'Ouest, les élections 2002 étaient comparables aux élections dans d'autres pays démocratiques dans le sens où il s'est agit pour la première fois dans l'histoire de la Slovaquie aussi d'approuver ou désapprouver les politiques intérieures

menées par le Gouvernement. Malgré la victoire du Smer-Tretia cesta (Direction-3^e voie), qui était fondé par l'ex-député de la première coalition de Dzurinda, son leader Robert Fico n'a pas été capable de former une coalition. Dzurinda a été alors réinvesti de la tâche de guider la coalition et de continuer les réformes.

Dans les élections 2006, la situation se répète. Victorieux est le parti Smer, mais malgré le fait qu'il se trouve à la même difficulté de former une coalition, cette fois le parti décide de gouverner. Avec le Mouvement pour la Slovaquie démocratique de Meciar et le Parti national slovaque de Jan Slota. Désormais, la Slovaquie est qualifiée par les experts de l'Europe de l'Ouest d'échec de transition démocratique. Elle sert ainsi de preuve de la transition non-réussie dans les pays de l'Europe centrale et orientale, notamment avec le gouvernement des populistes en Pologne, ou bien les crises en Hongrie et en République tchèque. Quel message faut-il décortiquer dans le résultat des élections 2006 ?

La population slovaque ne croyait pas voter sur le destin démocratique en Slovaquie. Les enquêtes sur l'opinion publique ont montré l'importance que les Slovaques attribuent à leur situation sociale personnelle. Jean-Pierre Pagé dans son étude pour le CERI sur l'avènement au pouvoir des gouvernements populistes dans l'Europe centrale estime « qu'on aurait tort d'imputer à des caprices de l'opinion l'arrivée au pouvoir de majorités qui paraissent étranges et que l'on est tenté, en Europe occidentale de qualifier de « populistes ». Cette arrivée témoigne du mécontentement de populations qui éprouvent le sentiment qu'elles sont, dans leur majorité, les laissés pour compte d'une transition et de réformes qui n'ont profité qu'à une mince frange. Il serait particulièrement dangereux de ne pas tenir compte de ce phénomène par une réponse appropriée. » Enfin, il est objectif de cette étude d'apporter cette réponse appropriée à la déception éprouvée à l'Ouest par les évolutions en Slovaquie.

Le grand problème soulevé par la vitesse des changements qui se produisent aujourd'hui en Slovaquie est alors l'écart entre ces changements et l'ajustement de la société au nouveau contexte. Nous essaierons ici de découvrir à travers l'étude de l'opinion publique slovaque les rapports de causalité entre les attitudes de la population face aux changements en cours et la réalité politique. Les élections de 2006 marquent-elles le rejet des acquis de 2004 ou s'inscrivent-elles dans une certaine mesure dans la continuité des évolutions de la Slovaquie? Ces élections de 2006 ouvrent-elles une nouvelle étape indispensable dans la transition démocratique de la Slovaquie ou consacrent-elles l'échec de cette transition ? Voilà les questions fondamentales auxquelles notre analyse s'efforcera de répondre.

Nous nous appuyerons sur les sondages d'opinion publique tout en étant conscients des limites épistémologiques auxquelles cette méthode se heurte nécessairement. Notons

par exemple les grands critiques français des sondages d'opinion, Pierre Bourdieu et son disciple Patrick Champagne. En se référant à ces auteurs, la Slovaquie se trouve plutôt dans la phase où la pratique des sondages d'opinion est relativement nouvelle, de sorte que la critique de Pierre Bourdieu serait plus pertinente dans le contexte slovaque. Cette critique consiste à dénoncer l'impossibilité d'étudier l'opinion publique pour diverses raisons, en particulier la non-représentativité de l'échantillon de la population interrogée de l'ensemble de la population ainsi que les références cognitives différentes face aux questions posées. Citons à titre d'exemple la perception par les Slovaques de la réforme de la décentralisation. En effet, elle est jugée par la population comme « plutôt bonne », alors que la participation aux dernières élections régionales n'a pas dépassé en moyenne nationale 20%. Cet exemple illustre la difficulté d'interprétation de l'opinion publique à l'aide des chiffres seuls.

Les premiers instituts de sondages ont été créés récemment en Slovaquie. On peut citer notamment L'Agence FOCUS¹ et l'Institut pour les affaires publiques² (l'IVO). L'Agence FOCUS, agence d'origine tchécoslovaque, fondée en 1991 est un organisme indépendant et non-gouvernemental. L'IVO, fondé en 1997, est un centre d'analyse des questions sociales indépendant, non-gouvernemental et à but non-lucratif. Parmi ses donateurs stratégiques figurent par exemple l'Open Society Institute (depuis 1997), la Ford Foundation, (depuis 2000) ou encore le German Marshall Fund of the United States. Enfin, il existe un Bureau des Statistiques de la République slovaque³, organe financé par l'Etat, qui en dehors des statistiques effectue aussi les sondages d'opinion publique.

Nous nous appuyons également sur quelques études de cas pour approfondir ou nuancer les études faites sur l'opinion publique.

En utilisant ces diverses approches nous montrerons d'abord que la population slovaque est caractérisée par une insatisfaction persistante vis à vis des politiques mises en place. Cette insatisfaction, qui va parfois jusqu'à la déception et même au mépris du politique, se traduit par différentes manifestations : d'abord par le vote-sanction (1), ensuite par l'abstentionnisme grandissant (2), et enfin par le développement d'une société civile qui est toujours principalement non-politique (3).

¹ <http://www.focus-research.sk/?section=show&id=4>

² Institut pre verejne otazky IVO, pour savoir plus, veuillez consultez www.ivo.sk

³ www.statistics.sk: Statisticky urad Slovenskej republiky

1. Le pessimisme persistant des Slovaques récupéré par SMER

En raison de l'incapacité du Gouvernement Dzurinda à répondre aux problèmes sociaux impérieux, la population se tourne vers les partis contestataires de la politique lancée depuis 1998. Il s'agit alors non pas nécessairement de voter pour les partis dans l'opposition mais avant tout contre les partis dans la coalition.

A. Les problèmes sociaux considérés comme revêtant une importance capitale

La Slovaquie doit toujours faire face aux problèmes sociaux persistants. Dans son étude sur l'opinion publique avant les élections 2006, l'IVO a demandé à la population slovaque quels problèmes étaient selon eux les plus impérieux (**tableau 1**). Le chômage reste un problème social de la plus grande importance dans les yeux des partisans de tous les partis politiques. La moitié de la population totale cite le chômage spontanément parmi les trois plus grands problèmes de la Slovaquie. La qualité des soins est citée par 31% et la pauvreté par 29%. En effet, ces problèmes relèvent tous de la situation sociale immédiate à laquelle les individus ont à faire face. Cela peut expliquer en partie qu'apparaisse en quatrième position des problèmes cités par les interrogés le standard de vie en tant que tel de la personne interrogée.

Ce sondage confirme l'hypothèse que la préoccupation par les questions telles que la protection de l'environnement, le statut des femmes ou la qualité de la démocratie, qui revêtent plutôt un caractère abstrait dans l'immédiat pour la majorité des Slovaques, émerge seulement après que les problèmes quotidiens aient été évoqués. En d'autres termes, simplificateurs mais révélateurs, « d'abord du pain ensuite de la philosophie ».

TABLEAU 1 : Les problèmes sociaux considérés comme les plus impérieux par la population slovaque

Table 3: Most pressing social problems	
Unemployment	50
Quality of health care	31
Poverty in Slovakia	29
Living standard of people like you	27
Status and opportunities of young people	17
Prevalence of corruption and bribery	16
Criminality, organized crime	15
Economic and social disparities between regions	14
Abuse of power	14
Performance of the judiciary, enforceability of law and justice	9
Status and opportunities of elderly people	9
Performance of national economy	7
Protection of rights of private firms' employees	5
Environmental protection	5
Status and opportunities of women	4
Quality of democracy in Slovakia	4

Note: This was an open question, respondents could name three problems.

source : *Slovaquie avant les élections 2006- l'opinion des citoyens*. Institut pour les affaires publiques⁴.

Les partis qui s'approchent le plus de la moyenne slovaque dans leur classement des problèmes impérieux sont KDĽ, SMER-SD et SNS, car leur liste est presque identique à la liste générale de la population entière (**tableau 2**). De même, leur classement des problèmes correspond à peu près à la moyenne slovaque. Le niveau de vie personnel est le plus souvent cité comme le plus grave problème par les partisans de KSS, LS-HZDS, SMER-SD mais aussi SMK. Les partisans de SDKU-DS sont moins préoccupés par l'abus du pouvoir et leur propre niveau de vie. Par contre, les partisans de SDKU-DS accentuent le besoin d'éliminer les disparités régionales, d'améliorer l'efficacité du système judiciaire et de l'Etat de Droit et d'augmenter la performance de l'économie nationale.⁵ Les partisans de SMK ont souligné aussi l'importance des disparités régionales. Les partisans du SF mettent davantage d'accent sur la criminalité, et la criminalité organisée, la corruption et l'abus du pouvoir. D'un autre côté, ils montrent moins de préoccupation pour la qualité des soins de santé. Les partisans de LS-HZDS et de KSS accordent beaucoup d'attention aux problèmes des gens âgés, tout en se préoccupant moins des opportunités des jeunes ou de la persistance de la corruption et de l'abus du pouvoir.

⁴ http://www.ivo.sk/buxus/docs/vyskum/subor/Slovakia_before_the_2006_election.pdf : IVO : Slovakia before elections 2006 – citizens' views : Zora Butorova, Olga Gyarfasova, Vladimir Krivy, Marian Velsic

⁵ idem

TABLEAU 2 : Les problèmes sociaux considérés comme les plus impérieux par la population slovaque et les partisans de partis politiques

Table 4: The most pressing social problems as ranked by the Slovak population and political parties' supporters									
	Slovakia total	KDH	KSS	LS-HZDS	SDKÚ-DS	SF	Smer-SD	SMK	SNS
Unemployment	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Quality of health care	2	2	3	3	2	8	2	2	2
Poverty in Slovakia	3	3	4	4	4	2	4	4	3
Living standard of people like you	4	4	2	2	9	6	3	3	4
Status and opportunities of young people	5	5	11	8	3	7	5	7	5
Prevalence of corruption and bribery	6	7	9	12	6	4	6	9	6
Criminality, organized crime	7	9	5	7	7	3	9	6	9
Economic and social disparities between regions	8	6	6	6	5	9	7	5	7
Abuse of power	9	8	8	11	13	5	8	10	8

source : *Slovaquie avant les élections 2006- l'opinion des citoyens*. Institut pour les affaires publiques.

Le classement par la population slovaque des problèmes impérieux laisse prévoir le mécontentement majoritaire vis à vis des réformes mises en oeuvre par le gouvernement Dzurinda. En effet, la population admettait en général la nécessité des réformes, ce qui a été prouvé par les élections de 1998. Cependant, après les élections 2004, il a été reproché à la coalition de n'avoir pas pris en compte les effets pervers de ces réformes et de n'avoir pas corrigé leurs impacts sociaux négatifs. Le mécontentement social est récupéré en particulier par SMER, qui est sur la scène politique le critique le plus visible de la coalition en place.

B. La perception des réformes en place

Dans son étude, l'IVO s'est intéressé aussi à la perception des réformes par les Slovaques (**tableau 3**)

« La plupart des réformes, hormis la réforme du système de santé, ne se sont pas heurtées à un refus et à une opposition fondamentale de la part des citoyens. Depuis 2005, la perception par les citoyens des réformes n'a presque pas changé. La réforme qui a été évaluée le plus positivement a été celle concernant la décentralisation. En second lieu, la

majorité des interrogés était plutôt favorable à la réforme fiscale (58%) et à celle du système de retraite (47%). De même, la réforme des allocations sociales a été approuvée par presque la moitié des interrogés (47%). »⁶

TABLEAU 3 : L'opinion des citoyens sur le futur destin des réformes

Table 1: Citizens' views regarding the future fate of reforms				
	Good reform, it should be left as it is	Basically a good reform, but it should be adjusted in details	Bad reform, it should be changed thoroughly	I don't know
Decentralization of public administration	11	50	26	14
Taxation reform	12	46	31	11
Pension reform	7	46	37	10
Changes in welfare benefits	7	40	46	7
Health service reform	3	22	72	3

source : *Slovaquie avant les élections 2006- l'opinion des citoyens*. Institut pour les affaires publiques.

Cependant, même si les réformes sont en général approuvées, il faut souligner que seulement un dixième environ de la population considère que ces réformes n'ont plus besoin d'ajustements en détails. Ainsi, la grande partie des interrogés qui approuvent les réformes s'attendent dans l'avenir à ce que des ajustements soient apportés à ces réformes. Il est impossible de deviner quels changements les interrogés envisagent précisément.

La seule réforme qui fait face à une critique significative est la réforme du système de santé. Seulement 3% des interrogés estiment que la réforme ne doit plus être modifiée. 22% des interrogés considèrent qu'il lui suffirait de quelques ajustements de détail. 72% des interrogés estiment qu'il faut la changer sur le fond. Rappelons que la perception négative de la réforme du système de santé est corroborée par la liste des problèmes sociaux, que les interrogés devaient citer comme les plus graves dans la société slovaque. La qualité des soins est considérée comme un des problèmes les plus graves par 31% des interrogés. (**voir le tableau 1**).

Les plus grands critiques des réformes sont parmi les partisans de SMER

Entre 2004 et 2006 il y a eu des glissements dans les perceptions des réformes par les partisans des différents partis politiques. En général, les plus grands défenseurs des réformes sont les partisans de la SDKU-DS (**Tableau 4**) Ils ne sont pas pour autant l'exception en ce qui concerne le refus large et généralement partagé par les partisans de

⁶ idem

tous les partis de la réforme du système de santé. Les partisans des autres partis de la coalition de Dzurinda , notamment KDH et SMK sont devenus plus critiques envers les réformes et accentuent l'importance de leur rajustement. Les partisans de SMER-SD ont aussi des attitudes plus critiques envers la plupart des réformes, par rapport à celles qu'ils avaient pour l'année 2005, ce qui reflète en partie le discours du chef du parti, Robert Fico.

Les partis peuvent ainsi être divisés en trois groupes en fonction du soutien de leurs partisans envers les réformes : premièrement ceux dont les partisans soutiennent les réformes plus que la moyenne (SDKU-DS et SF), deuxièmement les partis dont les partisans exercent plus de critiques que la moyenne (KSS, LS-HZDS, SMER-SD), troisièmement les partis dont les sympathisants ont une attitude moyenne ou volatile envers les réformes (KDH, qui tend vers la première catégorie et SNS qui tend vers la deuxième). »⁷

TABLEAU 4 : l'opinion publique sur les réformes particulières – décompte parmi les sympathisants des partis

Table 2: Citizens' views regarding particular reforms - breakdown by political parties (good reform : good reform that needs adjustment : bad reform)					
	Taxation reform	Pension reform	Decentralization	Changes in welfare benefits	Health service reform
SDKÚ	31 : 52 : 12	16 : 63 : 15	19 : 59 : 15	16 : 52 : 23	9 : 37 : 51
SF	12 : 61 : 24	10 : 55 : 32	14 : 58 : 20	3 : 58 : 43	3 : 34 : 61
KDH	12 : 47 : 29	11 : 54 : 29	7 : 48 : 29	8 : 41 : 44	5 : 27 : 67
SMK	12 : 51 : 14	8 : 41 : 46	17 : 47 : 33	12 : 32 : 48	3 : 18 : 77
SNS	16 : 46 : 34	6 : 41 : 46	17 : 47 : 33	12 : 32 : 48	4 : 18 : 77
Smer-SD	10 : 43 : 42	7 : 46 : 42	8 : 47 : 34	6 : 38 : 51	3 : 15 : 81
L'S-HZDS	5 : 42 : 43	5 : 34 : 57	3 : 50 : 35	1 : 39 : 54	3 : 15 : 80
KSS	9 : 35 : 46	5 : 41 : 50	7 : 37 : 43	2 : 38 : 60	0 : 13 : 85
Slovakia average	12 : 46 : 31	7 : 46 : 37	11 : 50 : 26	7 : 40 : 46	3 : 22 : 72

source : *La Slovaquie avant les élections 2006- l'opinion des citoyens*. Institut pour les affaires publiques

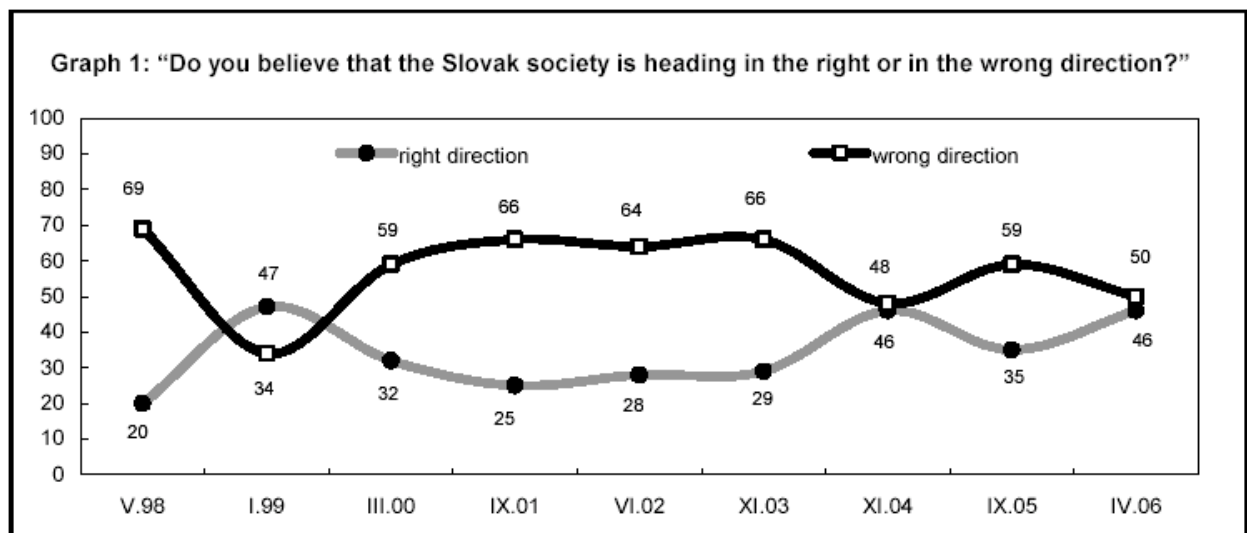
Les critiques vis-à-vis de la situation sociale et des politiques en place se reflètent dans la persistance des jugements négatifs vis à vis de la direction générale prise par la Slovaquie.

⁷ Idem

C. Le jugement critique vis-à-vis de la direction qu'a pris l'évolution de la Slovaquie

Selon les études de l'Institut pour les affaires publiques, le nombre des Slovaques qui perçoivent que l'évolution de la société a pris une bonne direction, augmente progressivement sur le long-terme. En 1998, 69% des Slovaques estimaient que la Slovaquie allait dans une mauvaise direction, tandis que seulement 20% avaient des vues optimistes (**graphique 1**). Entre cette période et 2004, la proportion s'est équilibrée. 48% des Slovaques croyaient que la Slovaquie était sur un mauvais chemin contre 46% qui l'approuvaient. En 2005, le pourcentage des Slovaques sceptiques est monté jusqu'à 59%. De même, le pourcentage des Slovaques confiants dans la bonne direction prise par la société slovaque a baissé jusqu'à 35%. Les perceptions des Slovaques approuvant la direction de la Slovaquie ont commencé à remonter en 2006. En avril 2006, 46% des Slovaques estiment que la société évoluait dans une bonne direction contre 50% qui estiment que l'évolution était mauvaise. En somme, les Slovaques sont de plus en plus optimistes, mais il n'en reste pas moins qu'une moitié juge les évolutions en Slovaquie négativement.

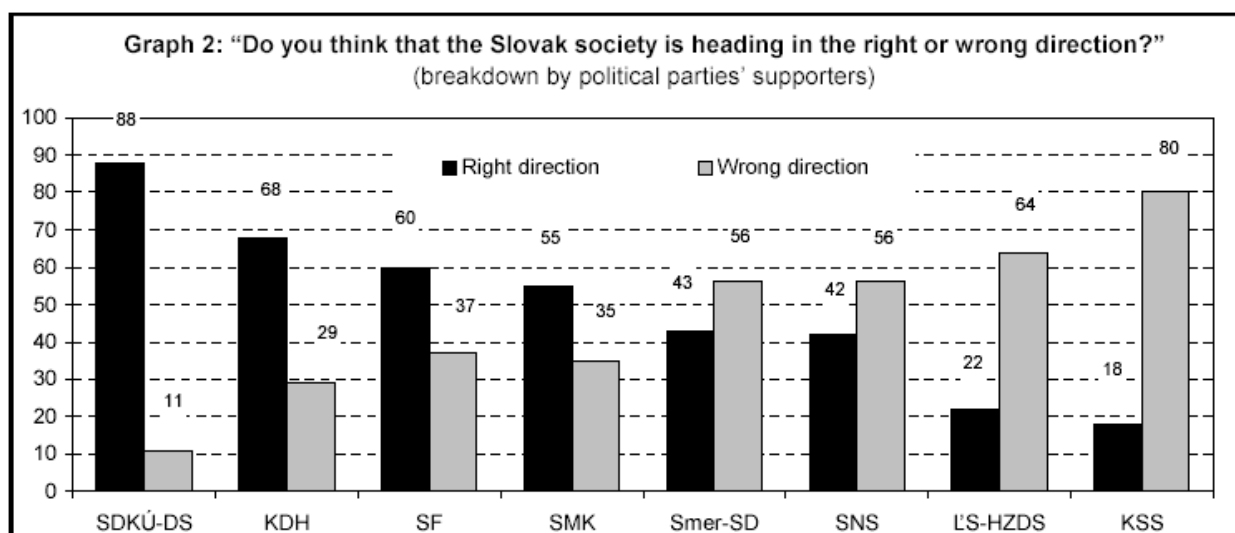
GRAPHIQUE 1 : Pensez-vous que la société slovaque évolue dans une bonne ou mauvaise direction ?



source : *Slovaquie avant les élections 2006- l'opinion des citoyens*. Institut pour les affaires publiques

En regardant la répartition des Slovaques contents et mécontents en fonction de leurs préférence pour les partis politiques avant les élections de 2006 (**graphique 2**), il y a lieu de constater que la plus grande proportion des Slovaques ayant des vues positives se retrouve parmi les partisans des partis de la coalition de Mikulas Dzurinda (SDKU-DS : 88%des partisans, KDH : 68%des partisans, SF : 60% des partisans, SMK 55% des partisans). Les Slovaques ayant une opinion négative sur l'évolution de la société slovaque sont davantage présents parmi les partisans du SMER-SD :56%, SNS :56%, LS-HZDS :64%, enfin KSS : 80%. Néanmoins, les partisans du SMER-SD, qui est le parti le plus critique de la coalition de Dzurinda, ne sont pas les plus critiques vis-à-vis de la direction dans laquelle la Slovaquie évolue. La proportion reflète approximativement la proportion nationale (43% pour la bonne direction, 56% pour la mauvaise direction).

GRAPHIQUE 2 : Pensez-vous que la société slovaque évolue dans une bonne ou une mauvaise direction ? (décompte par partisans des partis politiques)



source : *Slovaquie avant les élections 2006- l'opinion des citoyens*. Institut pour les affaires publiques

D. L'euro-optimisme médiocre ne compense pas la déception du politique

Les Slovaques comptent parmi les plus grands euro-optimistes selon l'enquête publiée le 18 décembre par la Commission Européenne. Plus de 60% d'entre eux jugent le fait que la Slovaquie fasse partie de l'Union européenne comme « une bonne chose ». 71% affirment que cela a apporté au pays des avantages. Ainsi, les Slovaques sont loin au-dessus de la

moyenne européenne, qui est de 53% d'opinions positives. La Slovaquie est alors le huitième pays le plus attaché à l'Union européenne. De même, les Slovaques font confiance aux institutions européennes plus que la moyenne européenne. A la Commission font confiance 66% des Slovaques contre 48% en moyenne parmi les Européens. Quant au Parlement européen, il jouit de la confiance de 71% des Slovaques contre 53% de tous les Européens.⁸ En constatant cet euro-optimisme slovaque, nous serions tentés de conclure que les frustrations de la politique sur le plan national pourraient être compensés par un sentiment d'espoir orienté vers l'Union européenne.

Or, il faut analyser plus profondément à quelle Union européenne se réfèrent les Slovaques en général, lorsqu'ils jugent qu'il s'agit d' « une bonne chose ». Cette variation dans les acceptions est la principale limite à laquelle doivent faire face les sondages européens. En effet, selon les sondages d'opinion publique effectués par l'Agence FOCUS, la perception des Slovaques de l'Union européenne est essentiellement intergouvernementale, celle de l'Europe des Nations, plutôt que d'une nation européenne. De surcroît, dans leur attachement à l'Union européenne intergouvernementale, les Slovaques n'invoquent en général que certains aspects. 59% des Slovaques ont cité parmi les trois plus grands avantages de l'entrée de la Slovaquie dans l'Union européenne la possibilité d'aller travailler à l'étranger, en deuxième lieu figurait l'opportunité de voyager sans visa et passeport (cité par 45,9% des interrogés), enfin la troisième place parmi les avantages les plus souvent évoqués était occupée par « plus d'opportunités pour les jeunes ». Seulement 23,7 % des interrogés ont mentionné parmi les trois plus grands avantages la possibilité de puiser dans les fonds structurels. Enfin une proportion modeste de 6,6% considère comme un des plus importants atouts de l'Union européenne le renforcement de la démocratie en Slovaquie. Parmi les plus grands désavantages sont cités constamment l'abus de la main-d'œuvre bon marché (46%), le départ des experts et des jeunes slovaques à l'étranger (37%), et la baisse du niveau de vie (33%).

Ainsi, l'Union européenne n'est pas considérée en premier lieu comme le moyen d'améliorer la vie en Slovaquie, mais elle est présente dans la conscience des Slovaques avant tout en tant qu'opportunité pour quitter la Slovaquie, soit temporairement avec l'objectif de découverte ou d'études, soit pour le long-terme afin d'établir hors de Slovaquie une nouvelle vie. Un nombre considérable de Slovaques vit à l'étranger. Selon les estimations, ils représentent à peu près un tiers de la nation slovaque. Avec les Polonais, les Slovaques sont les gens ayant la plus forte tendance migratoire de l'Europe centrale.

⁸ TASR, Bruxelles, le 18 décembre

Pour conclure notre analyse du pessimisme et mécontentement persistant en Slovaquie, il faut souligner qu'il est certain que la plus grande proportion de la population critique vis-à-vis de la situation slovaque contemporaine ne se trouve pas parmi les partisans des partis politiques au gouvernement de Dzurinda. Ces derniers ont logiquement tendance à être optimistes tout en restant cependant relativement critiques. En revanche, la population déçue par la politique du gouvernement Dzurinda cherche logiquement à faire valoir ses intérêts en optant pour une nouvelle alternative.

SMER a été capable de rassembler parmi ses partisans une tranche considérable de la société, sûre de vouloir modifier la direction de la Slovaquie. Enfin, c'est par cela que ce parti essaie de s'attirer le soutien populaire, notamment en s'appelant Direction - Troisième voie. Néanmoins, si SMER a réussi à toucher une grande partie de l'électorat, une importante majorité de la population slovaque exprime son mécontentement et sa déception en rejetant totalement la politique. L'abstentionnisme en Slovaquie est d'élection en election de plus en plus frappant. Par conséquent, la victoire de SMER devrait être interprétée comme l'incapacité du champ politique à produire des alternatives appropriées. C'est à cela que nous nous intéresserons dans la partie suivante de notre étude.

2. L'abstentionnisme en Slovaquie : le choix rationnel de ne pas voter

L'abstentionnisme exorbitant des Slovaques reflète le choix rationnel des Slovaques de ne pas voter . En effet, les Slovaques se méfient des hommes politiques et ne croient pas que leur vote puisse influencer l'état des choses.

A. La méfiance vis-à-vis des hommes politiques

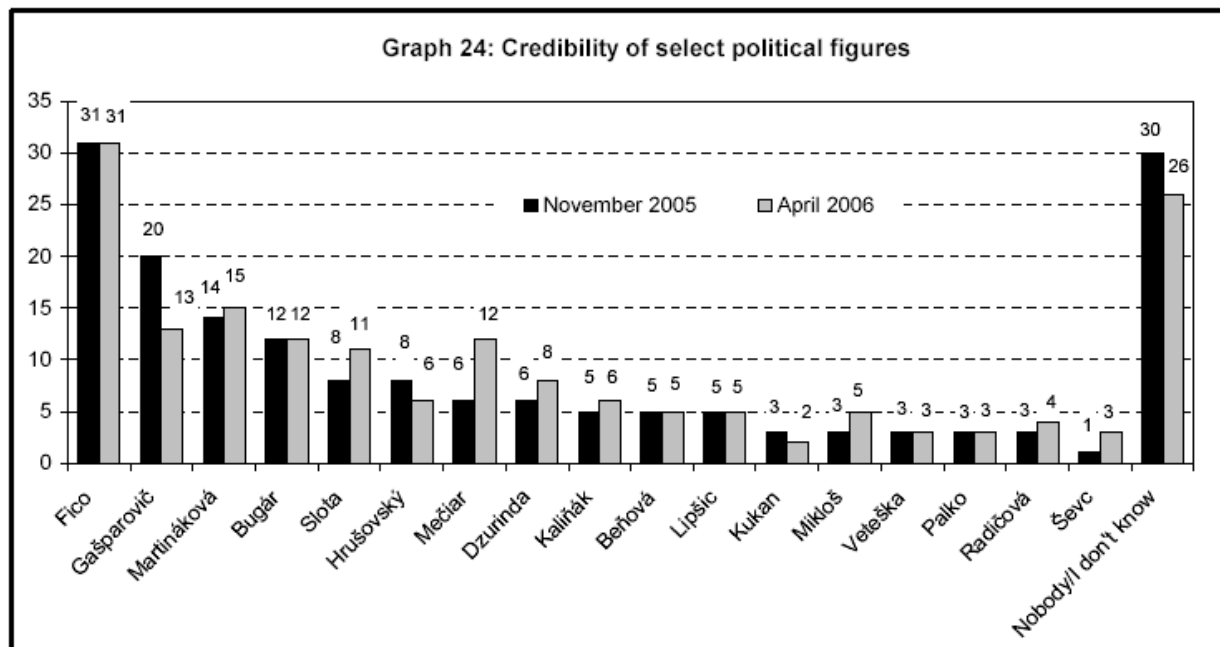
Depuis le début de l'existence de SMER, Robert Fico occupe les premières places dans les classements par les Slovaques des Hommes politiques en fonction de la confiance qu'ils ont en eux (**tableau 5**) Presque un tiers des Slovaques le considère comme le plus crédible parmi les hommes politiques. Néanmoins, selon les statistiques de l'Institut pour les affaires publiques, les chefs des autres partis ont aussi amélioré leurs scores entre la fin de l'année 2005 et les élections législatives de 2006. Il en a été ainsi par exemple de Vladimir Meciar, Jan Slota ou encore Mikulas Dzurinda. Seule la position du Président Gasparovic s'est considérablement affaiblie.⁹

Mais afin de donner un tableau complet de la confiance vis-à-vis des Hommes politiques il ne suffit pas seulement de souligner la grande popularité de Robert Fico, il faut

⁹ Idem

également mettre en valeur l'impopolarité des hommes politiques en général pour un quart de la population slovaque.

TABLEAU 5 : La crédibilité des hommes politiques choisis (question ouverte)



Note: This was an open question. Respondents could name three politicians.

source : *La Slovaquie avant les élections 2006- l'opinion des citoyens*. Institut pour les affaires publiques

La méfiance vis-à-vis du monde politique et l'absence d'alternatives explique la très basse participation de l'électorat slovaque aux élections.

B. L'abstentionnisme exorbitant

« Selon les enquêtes sur l'intention d'aller voter, lors des dernières élections législatives, il n'y avait que 21% des électeurs qui étaient sûrs d'aller voter (**tableau 6**). 14% en étaient « presque sûrs » et 29% ont trouvé leur participation au vote « probable ». Parmi ces potentiels électeurs, seulement 12% savaient précisément pour qui ils allaient voter. Cela montre les hésitations dont fait preuve le corps électoral slovaque. D'un autre côté,

seulement 5% des électeurs étaient décidés à ne pas aller voter. Mais avec ceux qui n'iraient « probablement » pas voter, ils représentaient un cinquième de l'électorat (22%). »¹⁰

TABLEAU 6 : « L'intention d'aller voter aux élections législatives du 17 juin 2006

Table 5: "Slovakia is to hold parliamentary elections on June 17, 2006. What is your current position on participating?"		
I will certainly take part	21	
I will almost certainly take part	14	64
I will probably take part	29	
Maybe I will take part, maybe I will not	12	12
I will probably not take part	8	
I will almost certainly not take part	5	22
I will certainly not take part	9	
I don't know	2	2

source : *Slovaquie avant les élections 2006- l'opinion des citoyens*. Institut pour les affaires publiques

« Hormis les raisons objectives (voyage, problème de santé) ces non-électeurs ont cité le plus souvent les arguments qui peuvent être divisés en trois groupes. Il s'agit premièrement des électeurs qui n'ont pas confiance dans les hommes politiques, qu'ils perçoivent comme s'intéressant seulement à leurs propres problèmes. Les interrogés ont réagi en disant par exemple : « Je ne crois aucun parti »... « Tous ne font que des promesses »... « Parce que la seule chose qu'ils font, c'est de mentir »... « De toute façon, c'est toujours la même chose : les mêmes personnes s'efforçant de gagner du pouvoir en utilisant des méthodes injustes ». Le deuxième type de réactions relève du sentiment d'impuissance et d'inutilité ; par exemple « Rien ne va changer de toute façon »... « Ce sera de toute façon inutile »... « Mon vote ne fera pas la différence ». Enfin, certains non-électeurs ressentaient une désorientation cognitive par rapport à la scène politique et percevaient une absence d'alternatives viables : « Je ne peux pas me décider, car chaque parti réclame quelque-chose de différent »... « Je n'ai jamais fait l'expérience d'un chaos tel que celui qui règne dans notre politique actuelle. »

Bref, ceux qui manifestement refusent de voter font preuve d'un mélange entre le sentiment de frustration, de confusion, de désorientation cognitive, d'apathie et d'aliénation vis à vis du pouvoir.¹¹

¹⁰ Idem

¹¹ Idem

Afin de dresser un tableau complet de l'abstentionnisme slovaque il faut inscrire notre analyse dans le temps. En effet, dans les années 90 la participation aux élections en Slovaquie était une des plus élevées en Europe. Une des raisons était évidemment le fait que la démocratie était nouvellement instaurée et la population pouvait participer aux premières élections démocratiques. De plus, une certaine habitude d'aller voter était ancrée au sein de la population, puisque le vote était obligatoire pendant la période communiste.

Or, ces dernières années, la participation aux élections a baissé considérablement. Tandis qu'en 1998, 84,24% des électeurs se sont exprimés lors des élections législatives, en 2002, ils n'était plus que 70,06%. Ce taux est toutefois beaucoup plus élevé que les 54,67% lors des dernières élections législatives en juin 2006.¹² Il en va de même pour les élections présidentielles. En 1999, 73,89% des électeurs se sont rendus aux urnes, contre 47,94% au printemps 2004.

La taux de participation est encore beaucoup plus bas lors des élections régionales et européennes. La première élection des représentants pour les unités territoriales supérieures nouvellement créées en 2001 a intéressé à peine plus d'un quart de la population (26,02%). En 4 ans, les VUC n'ont pas convaincu l'électorat de la nécessité des élections régionales. Bien au contraire, la participation moyenne en Slovaquie au premier tour était de 18,02%, au second tour elle a chuté à 11,07 ! Dans la région de Trenčín elle n'a même pas atteint le taux de 8% ! Seule la région de Nitra, dans laquelle est concentrée la population hongroise, se situe largement au-dessus de la moyenne slovaque, sans que les chiffres soient pour autant satisfaisants (en 2005 : au premier tour 27,67; au second tour 16,19%). Pourtant la décentralisation était une des conditions de l'intégration de la Slovaquie à l'Union européenne, ayant pour objectif de promouvoir la démocratie locale et de mettre en œuvre le principe de subsidiarité.

En ce qui concerne les premières élections européennes, la Slovaquie n'a pas constitué une exception en comparaison avec les niveaux bas de participation dans la plupart des Etats membres. La participation n'était que de 16,96%. Ce désintérêt manifeste a été décevant pour l'Union européenne dans le sens où les anciens Etats membres s'attendaient à un plus grand enthousiasme envers les affaires européennes de la part de nouveaux Etats membres, vu notamment les controverses que leur intégration suscitait.

Les seules élections qui s'approchent du taux de participation des élections législatives sont les élections municipales. En 2002, 49,51% des électeurs ont voté aux élections municipales contre 47,65 en décembre 2006. Il est intéressant de mentionner que le taux de participation dans les communes ayant une population moins nombreuse est plus élevé que celui des villes (en 2002 : 66,94% contre 36,33% ; en 2006 : 47,65% contre 36,76%). Par

¹² sources de tous les pourcentages de participations indiqués : le Bureau de Statistiques de la République Slovaque : www.statistics.sk

cette remarque nous voudrions souligner le fait que les électeurs sont plus enclins à voter lorsqu'ils connaissent mieux les candidats, et sont plus près du pouvoir de décision. En conséquence, la basse participation lors des élections régionales révèle en grande partie la conscience des électeurs de la compétence très limitée des organes régionaux dénotant une décentralisation inachevée.

Ce constat nous permettra d'entrer dans l'analyse approfondie des comportements des électeurs, notamment en essayant d'expliquer l'abstentionnisme slovaque par la théorie du choix rationnel de voter.

C. La déception du politique et la théorie du vote rationnel dans le contexte slovaque

Selon la théorie du vote rationnel, le citoyen va voter lorsqu'il estime que son vote sera utile, à savoir qu'il contribuera au changement de la situation politique ou au moins permettra d'empêcher l'avènement au pouvoir d'un parti politique, auquel l'électeur est absolument défavorable.

Aldrich¹³, Jones et Hudson¹⁴ ont fondé la théorie du choix rationnel sur l'hypothèse que l'électeur va voter lorsqu'il estime que l'utilité attendue de sa participation au vote sera positive¹⁵. Formellement, cette hypothèse est inscrite dans l'inéquation suivante :

$pB - c > 0$, (1), où p est la probabilité que le vote de l'individu influence le résultat des élections, B désigne l'utilité de l'individu qu'il atteindra si le parti préféré par lui gagnera l'élection et donc ne sera pas élue l'alternative la plus probable et prévisible, c exprime le coût de transaction de participation au vote. Dans la vie réelle il semblerait que $pB - c < 0$ de sorte que les gens n'iraient pas voter. C'est en effet le cas de tous ceux qui ne croient pas que leur vote change quelque chose.

Caplanova, Orviska et Hudson¹⁶ développent cette analyse en soulignant que les électeurs peuvent voter pour diverses raisons et que par exemple les partis politiques ayant des programmes clairs et bien définis peuvent aider à orienter les choix des électeurs. Etant donné que les partis politiques dans les démocraties en transition de l'Europe centrale et

¹³ ALDRICH, J.H.: When is it Rational to Vote?, in Denis C. Mueller (ed.)

Perspectives on Public Choice. Cambridge, Cambridge University Press, 1997

¹⁴ JONES, P. – HUDSON, J.: Civic Duty and Expressive Voting: Is Virtue its Own Reward, *Kyklos*, 2000

¹⁵ CAPLANOVA, A. ; ORVISKA, M. ; HUDSON, J. *Les nouvelles démocraties dans la première décennie du processus de transformation. L'analyse de déterminants de la participation électorale en République tchèque et en Slovaquie*, 2004 http://www.cerge-ei.cz/pdf/gdn/RRCI_20_paper_04.pdf

¹⁶ idem

orientale ne disposent pas de ces références bien délimitées, les coûts de transaction de l'électeur ne sont pas réduits. En revanche, Caplanova, Orviska et Hudson proposent de prendre en compte le sentiment de responsabilité citoyenne des électeurs (d). En conséquence la formule (1) serait réécrite comme il suit : $pB - c + d > 0$ (2). Ainsi, même si la probabilité d'élection du parti préféré est basse et les coûts de transaction sont très élevés, l'électeur peut toujours aller voter s'il ressent la responsabilité citoyenne d'aller voter. Cette dernière est difficile à définir. Il peut s'agir du simple fait de remplir son obligation démocratique ou d'empêcher un parti d'accéder au pouvoir. En effet, les auteurs susmentionnés supposent aussi que le sentiment de responsabilité citoyenne est plus bas pour les électeurs au revenu modeste, car ils ont moins à perdre que les personnes plus riches. De même, les personnes plus éduqués ou plus âgées peuvent avoir moins de difficulté à faire leurs choix car ils disposent de plus d'information soit sur les programmes politiques, soit sur le passé des partis.

Les réactions de ceux qui ont décidé de s'abstenir dans les élections corroborent en grande partie la théorie du choix rationnel. Les Slovaques semblent ne plus savoir s'orienter au milieu des revirements des acteurs politiques. La grande partie se sent à la merci des élections, dont ils ne croient pas pouvoir influencer les résultats. De plus, la méfiance envers la volonté des Hommes politiques d'agir dans l'intérêt de la population fait en sorte que de plus en plus de Slovaques refusent d'aller voter pour « un moindre mal ». Désormais, il semble n'y avoir plus que du « mal », sans alternative véritable.

Dans ce contexte de « dépression démocratique »¹⁷, la question se pose de savoir dans quelle mesure la population est capable de se faire entendre et de transcrire son mécontentement dans un programme politique qui lui serait plus adaptée. Car, quoi qu'il en soit, et malgré certaines limites de fait, la liberté d'expression et d'action s'est affirmée de manière incontestable au sein de la société slovaque. Dans la partie suivante, nous étudierons la capacité de la société civile à peser sur les débats politiques.

¹⁷ BIANCHERI, Franck. *Démocratisation : Le vrai défi de l'Europe.*, 2004, www.europeplusnet.com

3. La société civile – moyen d’agir en conservant « un visage humain »

La Slovaquie est citée à l’étranger comme l’exemple d’une société civile bouillonnante, ce qui serait un signe positif de démocratisation. Sous la notion de société civile nous comprenons l’ensemble des acteurs dont l’activité vise un objectif d’intérêt public pour tout ou partie de la société, mais qui utilise des moyens non-politiques et non-lucratifs pour accomplir ces objectifs. Selon Larry Diamond, la société civile est « le domaine de la vie sociale organisée qui est volontaire, largement autosuffisant et autonome de l’État ». L’avenir de la société civile slovaque est incertain, en particulier à cause de la suppression prévue de la « taxe de 2% » (*dvojpercentna dan*), qui était un apport considérable à son développement. De plus, le caractère de la société civile reste largement non-politique, voire apolitique, même si les signes de politisation se multiplient et prennent de l’ampleur.

A. L’avenir incertain du monde associatif

A l’heure actuelle, le registre des associations¹⁸ recense approximativement 30.000 associations différentes, qui s’engagent dans les domaines les plus divers : le sport, l’humanitaire, la charité, les activités pour les enfants et les jeunes, les activités de protection de la nature ou à caractère environnemental. De nombreuses associations s’engagent dans le domaine de la politique, notamment du contrôle citoyen de la politique, ou dans la promotion de la démocratie (Agence Fair Play, Transparency International).

Il faut souligner que les groupements de personnes varient dans l’ampleur de leur activité (certains ne comprennent que quelques personnes et sont limités aux intérêts d’un petit groupe des gens), dans leur impact géographique (beaucoup d’associations ne dépassent pas la commune, d’autres sont régionales, moins sont nationales. Le « *mushrooming* » semble alors n’être pas seulement typique de la scène politique, mais également de la société civile. En même temps, la multiplication d’acteurs civils a engendré une fédéralisation de la vie associative. De plus, l’ouverture des frontières slovaques a favorisé l’intégration d’associations slovaques dans les organisations non-gouvernementales internationales et supranationales. Ainsi, la société civile slovaque ne manque pas de tenir sa place dans le développement de la société civile mondiale.

La vie associative et les activités de la société civile ont pris une ampleur importante grâce à l’introduction dans l’ordre juridique de « la taxe de 2% » (*dvojpercentna dan*) par le gouvernement Dzurinda qui a pris effet à partir du 1^{er} janvier 2004¹⁹. Il s’agit pour les

¹⁸ <http://portal.ives.sk/registre/hladatOZ.do> -registre des associations slovaques, site du Ministère de l’Intérieur

¹⁹ en vertu de la loi n°595/2003 relative à l’impôt sur le revenu

personnes physiques et morales d'assigner 2% de leurs impôts aux activités d'ordre social des associations non-gouvernementales à but non-lucratif (MVO²⁰). En vertu de cette loi, tout citoyen peut assigner 2% de ses impôts à une organisation, les entreprises peuvent distribuer ce montant entre plusieurs organisations.

Il est nécessaire de prendre en compte aussi les effets pervers que « la taxe de 2% » peut avoir. Evidemment, certaines personnes physiques et morales peuvent abuser de ce principe à objectif social afin d'éviter le paiement des impôts, notamment en fondant des associations étroitement liés aux entreprises ou autres organisations étatiques ou privées. La taxe de 2% n'est soumise à aucun contrôle postérieur. Néanmoins, l'accroissement des activités des associations prouve que les 2% d'impôts ont eu un effet plutôt positif, voire très positif. Elle s'avère donc être une mesure « tocquevillienne » dans le sens où elle veut raccourcir le circuit entre le payeur d'impôts et l'effet de redistribution solidaire. La taxe de 2% est considérée par certains comme un instrument de politique sociale promu par un Etat libéral. En conséquence, le devoir de contrôle appartient aussi à celui qui paie.

Le fait que la taxe de 2% soit exonérée de tout contrôle étatique était un des arguments principaux incitant le nouveau gouvernement à proposer sa suppression. Or, cette proposition a provoqué une vague de protestation de la part de la société civile. En octobre 2006, le mouvement « Les gens aux gens » (*Ludia ludom*) a organisé une conférence à laquelle ont participé tant les représentants de la société civile que des députés de tous les partis parlementaires. Le mouvement exigeait du gouvernement qu'il renonce à la suppression de la taxe de 2% pour les MVO. Or, les résultats du combat ont été plutôt médiocres. Même si la taxe est sauvegardée pour l'année 2007, à partir de 2008 de lourdes restrictions y seront imposées. Les 2% d'impôts ne pourront pas être assignés à l'éducation, au développement des valeurs spirituelles, à la protection des droits de l'Homme ou à la protection de l'environnement.

Cette politique est révélatrice de la volonté de la nouvelle coalition d'élargir le rôle de l'Etat dans la société, ou au moins de réaffirmer le rôle de l'Etat là où il était écarté par le gouvernement précédent. La réaction de la société civile est très critique et les organisateurs de la campagne « Les gens aux gens » sont résolus à lutter pour le maintien de la taxe de 2% même après 2007. Il est évident, que la suppression de cette taxe aura de graves répercussions sur les activités des associations, de sorte que se pose la question incontournable de savoir si l'Etat sera en mesure de pallier les lacunes qu'il aura probablement ainsi créés.

²⁰ MVO acronyme pour l'Organisation non-gouvernementale à but non-lucratif

B. La politisation de la société civile slovaque

Almond et Verba, dans leur ouvrage majeur « La culture civique »²¹ ont énoncé une hypothèse selon laquelle pour un bon fonctionnement de la démocratie, à la fois stable et responsable vis-à-vis de la population, il est nécessaire pour un Etat de se fonder sur « un mythe de la démocratie ». Ce mythe repose en effet sur l'équilibre entre deux croyances : d'une part la croyance de la population en sa capacité à agir à l'encontre d'un gouvernement dont l'action diverge significativement de ses attentes, d'autre part sur la croyance des gouvernants que la population peut se révolter et s'opposer à leur politique s'ils n'engagent pas leurs efforts à répondre aux attentes de leurs électeurs.

La société slovaque ne constitue pas une exception dans l'espace centre-européen, pour ce qui est de sa perception de la politique. L'insatisfaction, la déception, voire le mépris du politique font en sorte que la majeure partie de la population refuse toute implication dans le politique. Il est vrai, comme nous venons de montrer que « les 2 % d'impôts » ont contribué à l'agrandissement de la société civile, mais cet activisme s'inscrit dans la logique de la préférence générale envers l'action hors du champs politique.

Certains auteurs lient ce phénomène dans les pays post-communistes à l'évolution de la société civile dans la période communiste. Les mouvements comme la Charte 77 avaient un profond fondement idéologique, réclamant des valeurs universelles telles que la vérité dans leur pureté intégrale, sans accepter les compromis et les demi-mesures. Cette interprétation peut aider à comprendre l'incapacité à transposer les objectifs et les activités de la société civile dans des formulations politiques. Même si le caractère non-politique de la société civile est largement prépondérant, nous montrerons dans la suite que le processus de politisation de la société civile a commencé.

Un exemple flagrant d'un réveil de la société civile afin de s'exprimer sur les politiques mises en œuvre par ses représentants élus peut être vu dans la mobilisation des habitants de Zilina²² contestant « le comportement autoritaire » du maire de ville, Jan Slota. Après 16 ans à la mairie, Zilina était considérée comme son fief de sorte que tout contre-candidat à l'élection était préparé à sa propre défaite. On croyait ce fait d'autant plus incontournable, que le Parti National Slovaque, dont il est le chef, est devenu un parti de coalition après les élections 2006. La présence du SNS dans la coalition de Robert Fico, en particulier les propos xénophobes de Jan Slota, constituaient la raison principale pour laquelle le Parti socialiste européen a expulsé temporairement SMER de ses rangs. Il est alors intéressant d'étudier la défaite de Jan Slota dans son fief alors qu'au même moment son parti se réaffirme dans la politique nationale.

²¹ ALMOND, VERBA. *Civic culture*, Princeton (NJ) : Princeton University Press, 1963

²² la capitale de la région Zilina, située au nord-ouest de la Slovaquie

Le succès de Jan Slota à Zilina était du au fait que les habitants de Zilina reconnaissaient sa contribution à la reconstruction et à la revitalisation de la ville. Or, ceux qui dénonçaient ses tendances à monopoliser le pouvoir se faisaient de plus en plus nombreux. Plusieurs décisions qu'il a prises entre 2004 et 2005 ont été l'objet de farouches critiques de la part des députés de la ville, toujours très minoritaires. Par exemple, Jan Slota a décidé en 2005 d'écarter le conseil municipal du contrôle de la redistribution des fonds culturels. Il fallait au contraire endurer ses décisions arbitraires de bâtir en plein centre-ville, au lieu d'un parc, un centre commercial, ou de remplacer le cinéma d'été par des gratte-ciels au service des investisseurs coréens de KIA Motors Company. Enfin, les habitants de la région ont dénoncé son comportement arrogant dans l'expropriation des terres en vue de la construction de l'usine KIA.

Depuis 2005, des manifestations étaient organisées, et des pétitions signées. Jan Slota s'est moqué de tous ces messages des habitants de la ville. De plus, les organisateurs de ces manifestations ont été les cibles de harcèlements divers. Les élections municipales de 2006 ont été alors le reflet démocratique de ce mouvement de contestation civile. C'est certainement un message pour les hommes politiques que la population slovaque réclamera progressivement davantage de responsabilité et de culture politique. L'hypothèse d'Almond et Verba aura alors la chance de se confirmer. Certains fruits de l'acculturation du champ politique sont visibles aussi dans l'effacement de la violence dans le comportement de certains hommes politiques, notamment dans le parti HZDS de Vladimir Meciar. Cependant, il faut rester très prudent dans la formulation de conclusions trop optimistes. La marge de manœuvre de la société civile est encore très limitée et pour nuancer l'acculturation de la culture politique il suffit de rappeler la visite de Robert Fico en Iraq, pendant laquelle il était habillé en uniforme militaire.

Malgré le développement de la société civile slovaque, et sa progressive politisation, la population slovaque reste encore largement apolitique, ce qui se traduit aussi par la participation très basse aux élections, institution fondamentale d'une démocratie.

Conclusion :

La société slovaque est caractérisée par un sentiment de déception de la politique qui se manifeste en particulier par le taux d'abstentionnisme très élevé lors des élections. En conséquence, les élections de 2006 s'avèrent comme un vote-sanction contre un gouvernement qui n'a pas répondu aux attentes de la population de corriger les effets sociaux négatifs de la transformation économique. Cet écart entre l'offre politique et la demande de la société n'est pas encore pallié par la société civile. Cette dernière prend de l'ampleur mais n'est pas suffisamment développée pour transcrire ses visions dans un programme politique. En somme, les résultats des élections de 2006 sont le combinaison de deux facteurs : d'une part le manque d'alternatives sur la scène politique slovaque et d'autre part l'incapacité de la population de peser davantage sur la formulation des programmes politiques.